



Cet appel à projets est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Emploi et Inclusion » 2014-2020

UNION EUROPEENNE

PROGRAMME DEPARTEMENTAL D'INSERTION

APPEL A PROJETS 2018

Date de clôture : 12 septembre 2017

CAHIER DES CHARGES

Dynamique et Projet

Direction de la Vie Sociale (DVS)
Service Insertion
2 avenue du Parc
CS 20201 CERGY
95 032 CERGY PONTOISE Cedex
Tel : 01 34 25 34 42 ou 34 09
Site Web : www.valdoise.fr

I – DESCRIPTION DE L'ACTION "DYNAMIQUE ET PROJET"

ARTICLE 1 : Public visé

ARTICLE 2 : Objectif de l'action

ARTICLE 3 : Les différentes étapes de l'action

ARTICLE 4 : Les résultats attendus

ARTICLE 5 : Modalités d'orientation et de prise en charge du public

ARTICLE 6 : Mise en œuvre du suivi

II – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET MODALITES DE CONTROLE DE L'ACTION

ARTICLE 7 : Forme et durée de l'action

ARTICLE 8 : Lieu d'exécution de l'action

ARTICLE 9 : Contenu de la proposition

ARTICLE 10 : Fin de l'accompagnement du public par l'organisme

ARTICLE 11 : Moyens humains et matériels mis en œuvre dans le cadre de l'action

ARTICLE 12 : Modalités de contrôle de service fait

ARTICLE 13 : Modalités de versement de la participation financière du Conseil départemental

PREAMBULE

La loi du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion (en vigueur depuis le 1^{er} juin 2009) conforte les départements dans leur rôle de chef de file en matière de définition et de mise en œuvre des politiques d'insertion ainsi que de mobilisation de l'ensemble des acteurs intervenant dans le domaine de l'insertion des publics en difficulté.

La responsabilité des départements couvre également la gestion du dispositif de l'allocation RSA qui s'est substitué au revenu minimum d'insertion (RMI), à l'allocation parent isolé (API) et à l'ensemble des mécanismes d'intéressements existants.

Le Conseil départemental du Val d'Oise a souhaité renouveler en profondeur son intervention en s'adressant plus directement aux valdoisiens au travers d'actions mieux adaptées à leurs attentes et à leurs besoins et en les associant plus étroitement à leur mise en œuvre.

Cette orientation se décline bien entendu en matière d'insertion. Profondément attaché à l'amélioration de la situation socioéconomique des publics concernés, le département du Val d'Oise propose un programme départemental d'insertion (PDI) traitant de façon transversale de l'ensemble des problématiques d'insertion. Il s'agit de ne pas enfermer les personnes dans des dispositifs cloisonnés (jeunes, bénéficiaires du RSA...) qui constitueraient en eux-mêmes de nouveaux facteurs d'exclusion.

Compte tenu de la situation socio-économique du Val d'Oise, cette politique d'insertion s'organise autour de quelques axes stratégiques d'intervention :

- Renforcer les modes d'intervention en faveur des moins de 35 ans, sans pour autant laisser de côté l'ensemble des publics ;
- Mobiliser et coordonner l'intervention des différents acteurs de l'insertion : développement des inscriptions à Pôle emploi, recours renforcé aux dispositifs de droit commun, lancement d'un pacte territorial d'insertion largement ouvert ;
- Développer une offre d'insertion départementale performante et professionnalisée ;
- Veiller à l'équilibre entre les droits et devoirs des usagers et des institutions ;
- Assurer une véritable participation des usagers à la mise en œuvre des politiques d'insertion ;
- Favoriser l'accès à un emploi ;
- Mobiliser les employeurs et leurs groupements pour créer les conditions de réussite du dispositif RSA ;
- Proposer un accompagnement de qualité, « vers et dans l'emploi ».
- Favoriser le partenariat avec les intercommunalités, les maisons de l'emploi et les PLIE;
- Favoriser le partenariat avec les acteurs de la formation, notamment les OPCA dans le cadre de projets de territoire.

Ces orientations sont traduites de façon opérationnelle dans le PDI qui recense les besoins en matière d'insertion, définit la politique d'accompagnement social et professionnel et planifie des actions à conduire autour d'objectifs et de résultats concrets attendus :

- Augmenter et accélérer les sorties en emploi ;
- Mieux accompagner la diversité des situations individuelles et familiales ;
- Prévenir l'entrée des jeunes dans le RSA ;
- Faire progresser qualitativement l'orientation et la prise en charge des bénéficiaires ;
- Rendre plus lisibles les parcours, les objectifs, les étapes et les résultats ;
- Assurer la maîtrise et l'évaluation du dispositif ;
- Améliorer l'efficacité du dispositif insertion pour favoriser la diminution du nombre de bénéficiaires dans le dispositif RSA.

Des indicateurs d'évaluation sont mis en place pour mesurer l'atteinte de ces objectifs opérationnels.

Le présent cahier des charges s'inscrit, dans le cadre de l'appel à projets RSA structurant des actions qui seront financées par le Département pour favoriser l'insertion professionnelle et sociale des bénéficiaires du RSA.

A noter que les actions d'insertion visées s'adressent exclusivement, sauf dérogation accordée par les services du Conseil départemental, aux bénéficiaires du RSA relevant du champ des « droits et devoirs » au titre de l'accompagnement tel que défini par la loi du 1^{er} décembre 2008.

Cet appel à projets RSA lancé par le Département du Val d'Oise se structure autour de deux principaux parcours d'insertion proposés aux usagers selon leur situation :

- le parcours Lien social
- le parcours Emploi

Conformément aux dispositions de la loi les bénéficiaires du RSA disponibles pour rechercher un emploi sont en priorité orientés vers Pôle emploi. Les parcours financés par le Conseil départemental du Val d'Oise ont vocation à s'adresser aux publics non pris en charge dans ce cadre ou pour lesquels le besoin d'une intervention complémentaire spécifique est avéré.

Des bénéficiaires du RSA jeune peuvent être orientés sur des actions d'insertion du PDI selon des modalités définies dans la convention d'orientation signée entre le Conseil départemental et ses partenaires. Les jeunes non bénéficiaires du RSA peuvent également à titre exceptionnel être intégrés dans des actions du PDI à la demande des services en charge du dispositif RSA.

Pour la mise en œuvre de ces parcours, les organismes conventionnés dans le cadre du PDI devront recourir, chaque fois que cela est possible, aux actions et financements de droit commun, notamment en ce qui concerne la formation professionnelle, la mobilité, la garde d'enfants, la création d'entreprise, les aides financières...

Il est à noter par ailleurs, que si des évolutions législatives, réglementaires et/ou conventionnelles venaient à intervenir en cours d'année, le Département se réserve le droit d'ajuster si nécessaire son dispositif et notamment les modalités de prise en charge d'accompagnement des bénéficiaires du RSA et des Jeunes concernés par les actions d'insertion.

Les différents acteurs intervenant dans l'offre d'insertion du PDI sont :

- **Les services et organismes chargés de l'instruction et de la pré-évaluation** (SSD, CCAS, association, plate-forme RSA, Caisse d'Allocations Familiales) ;
- **Les organismes chargés de l'action "Dynamique et Projet"** qui réalisent un diagnostic personnel, familial et professionnel sur la base duquel ils construisent avec le bénéficiaire un projet social et/ou professionnel qu'ils accompagnent dans sa réalisation ;
- **Les organismes chargés de l'action "Préparation et accès à l'Emploi"** qui, sur la base d'un diagnostic socioprofessionnel, définissent et mettent en œuvre un parcours professionnel réaliste débouchant sur un emploi en CDI ou CDD > à 3 mois (aidé ou de droit commun), une formation qualifiante, etc..... ;
- **Les organismes chargés de l'action "Accompagnement au sein d'une association intermédiaire"** qui mesurent les capacités de retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA, les accompagnent dans la mise en situation professionnelle pour préparer et élaborer un parcours professionnel ;
- **Les organismes chargés de l'action "Intermédiation bancaire"** ;
- **Les organismes chargés de l'action "Placement en emploi"** ;
- **Les organismes chargés de l'action "Repérer, placer et accompagner le public en contrat aidé"** ;
- **Les organismes chargés de l'action "Accompagnement social, Evaluation et Orientation" des territoires des Rives de Seine et Cergy-Pontoise/Vexin** ;
- **Les chantiers d'insertion** ;
- **Pôle Emploi...**

I. DESCRIPTION DE L'ACTION "DYNAMIQUE ET PROJET"

ARTICLE 1 : PUBLIC VISE

L'action concerne toute personne bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active (RSA) ou ayant droit qui entre dans le champ de l'accompagnement, cumulant des difficultés sociales et professionnelles.

Des modalités innovantes d'approche, de prise en charge globale et d'accompagnement des publics bénéficiaires du RSA non connus du Service Social Départemental (SSD) où des Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) constitueront un élément important de la proposition.

A noter que pour la prise en charge globale, le porteur de projet pourra si nécessaire formaliser un protocole de partenariat avec les autres acteurs du territoire (boutiques solidarité, associations caritatives...), spécialisés dans l'accueil de ce public non connu et non inscrit dans les dispositifs de suivi habituels.

ARTICLE 2 : OBJECTIF DE L'ACTION

L'action «Dynamique et Projet » a pour objectif de :

- Repérer, mobiliser et suivre les personnes bénéficiaires du RSA en grande précarité échappant aux dispositifs de droit commun ;
- Evaluer les situations individuelles en identifiant les compétences et potentialités et amener les personnes à construire un projet enclenchant une dynamique de recherche d'emploi ou de formation ;
- Remobiliser les personnes afin d'accéder à une meilleure autonomie socio-professionnelle qui lève les freins périphériques (mobilité, mode de garde, santé...);
- D'accéder à une formation d'adaptation, un emploi de type contrat aidé, CDD, ou tout type de mission ponctuelle

ARTICLE 3 : LES DIFFERENTES ETAPES DE L'ACTION

L'organisme conventionné doit :

3.1 S'assurer pour tous les bénéficiaires orientés par les services ou les structures chargées de l'orientation ou ayant un contrat validé par la mission insertion (article 5 – alinéa 3), que l'ensemble des droits sociaux sont ouverts ; Il s'agit de faire accéder les personnes aux droits sociaux (aide à l'instruction des différentes demandes CMU, CMUC..., soutien à la recherche d'hébergement pour les personnes seules, accès aux épiceries sociales,) et les mobiliser pour une orientation privilégiant les actions de droit commun. A noter que pour le surendettement, l'organisme conventionné n'intervient que pour les dossiers non liés à une procédure d'expulsion locative;

3.2 Construire avec chaque personne, un projet personnel et/ou professionnel en tenant tout particulièrement compte des atouts et des marges de progression possible ;

A cette fin, l'organisme devra mobiliser des compétences professionnelles pluridisciplinaires et des moyens adaptés qui seront précisés par le candidat dans la note méthodologique accompagnant son offre.

3.3 Favoriser la dynamique de parcours chez les personnes en les conduisant à élaborer et à mettre en œuvre un projet permettant l'accès où le retour à une autonomie socioéconomique

Les outils et les trajectoires prenant appui sur l'accès à l'emploi où à la formation sont à privilégier autant que possible.

3.4 **Apporter un appui aux allocataires du RSA** engagés dans une démarche d'insertion professionnelle (emploi et/ou formation qualifiante) en matière d'accès et de maîtrise de la langue française. Cet appui qui peut prendre la forme d'activités de remise à niveau, d'initiation au langage professionnel, est à organiser dans le cadre d'un atelier spécifique.

ARTICLE 4 : RESULTATS ATTENDUS PAR LE DEPARTEMENT

- Etablir pour chaque bénéficiaire suivi, une fiche individuelle récapitulant les éléments de son parcours et permettant au service ou à la structure ayant procédé à l'orientation d'établir la suite de ce parcours.
- Orienter au moins 50 % des bénéficiaires suivis sur des actions visant la construction ou la réalisation d'un parcours professionnel adapté ou vers un emploi.

ARTICLE 5 : MODALITES D'ORIENTATION ET DE PRISE EN CHARGE DU PUBLIC

Il revient au service chargé de l'orientation et sur la base d'un diagnostic de déterminer l'orientation du bénéficiaire vers l'action «Dynamique et Projet».

Toute entrée sur l'action est conditionnée par la réception du contrat d'orientation établi par le service chargé de l'instruction ou par la transmission de la liste éditée des contrats d'engagement réciproque par les Missions Insertion.

Pour les publics non inscrits dans des dispositifs d'insertion, il est demandé à chaque porteur de projet conventionné d'élaborer un projet de contrat d'engagement réciproque qui sera validé par la mission insertion après vérification de l'absence de suivi par un service chargé de l'instruction.

Ces documents déclenchent la prise en charge de la personne orientée.

A la réception de ces documents, l'organisme propose un rendez-vous au bénéficiaire, par convocation écrite, dans un délai de 15 jours.

En cas d'impossibilité de rencontrer le bénéficiaire, après 2 propositions écrites de rendez-vous par courrier simple, l'organisme informera par écrit le service ou la structure ayant procédé à l'orientation et la Mission Insertion concernée en précisant les motifs de non-prise en charge du bénéficiaire.

Afin de favoriser l'intégration des bénéficiaires du RSA, le Conseil départemental peut prévoir des opérations d'invitation, de réception, d'évaluation, de préconisation et d'orientation. Les structures conventionnées s'engagent à participer à ces opérations.

ARTICLE 6 : MISE EN ŒUVRE DU SUIVI

L'organisme :

- Met en œuvre les différentes étapes de l'action «Dynamique et Projet» et organise le rapprochement entre le bénéficiaire et les acteurs de droit commun dans les domaines : professionnel, social, sanitaire, familial, culturel, sportif, ...
- Organise et vérifie l'avancée du projet du bénéficiaire en fixant un rendez-vous individualisé, **au moins tous les 15 jours**.

- Dans la limite de la durée du parcours de douze mois et en tant que de besoin, l'organisme accueillant peut assurer un accompagnement dans l'emploi en accord avec les bénéficiaires.
- Elabore un Contrat d'Engagement Réciproque (CER) dans les cas prévus par le Conseil départemental.

Au terme de l'action, l'organisme élabore une synthèse de la progression du bénéficiaire, accompagnée d'un historique précis de ses étapes, formule des propositions sur la suite du parcours afin d'apporter au service ou à la structure ayant procédé à l'orientation des éléments pour la définition d'un éventuel nouveau contrat d'engagement réciproque suivant.

N.B. : L'action «Dynamique et Projet » pourra s'articuler avec le parcours Santé du Programme Départemental d'Insertion en respectant les procédures d'orientation en vigueur et réciproquement.

II. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET MODALITES DE CONTROLE DE L'ACTION

Le conventionnement entre le Département et le ou les organisme(s) retenu(s) pour la mise en œuvre de cette action, intervient à l'issue de la procédure d'appel à projets.

A ce jour, le conventionnement porte sur une période d'exécution de **12 mois au maximum. Toutefois, cette durée pourrait-être portée à 24 mois après validation des services compétents du Département dans le respect des règles qui gouvernent la mobilisation du FSE.**

ARTICLE 7 : FORME ET DUREE DE L'ACTION

L'intégration de chaque bénéficiaires du RSA dans l'action s'effectue selon une procédure d'entrées et de sorties permanentes, sachant que le suivi porte sur une période de 12 mois au maximum pour chaque individu.

L'action couvrira tout ou partie du Département en intégrant les particularités des territoires et des publics définis dans le présent Cahier des Charges.

Le candidat devra préciser dans sa proposition :

- Le ou les territoires sur le(s)quel(s), il souhaite positionner son action parmi les territoires suivants :
 - PLAINE DE FRANCE,
 - RIVES DE SEINE,
 - CERGY - PONTOISE / VEXIN,
 - PAYS DE FRANCE,
 - VALLEE DE MONTMORENCY.

Sachant que le Département se réserve la possibilité de choisir les opérateurs et d'équilibrer le nombre de mesures d'accompagnement en fonction des besoins de chaque territoire.

Il est à noter, par ailleurs, que l'inscription des organismes candidats au présent appel à projets, dans une démarche de regroupement et de mutualisation, sera un critère d'appréciation.

Le porteur de projet est invité à préciser :

- **Le nombre de mesures** sur lequel portera le projet d'action, sachant qu'une mesure correspond à la prise en charge et à l'accompagnement d'un bénéficiaire du RSA sur une période ne pouvant excéder 12 mois comme indiqué à l'alinéa 1 de l'article 7 du présent cahier des charges. Le financement de la mesure se fera au prorata du nombre de mois de suivi effectif constaté par les services du Conseil départemental pour chaque bénéficiaire du RSA intégré dans l'action.

- **Le coût global de l'action.**

Concernant les modalités de sélection des organismes candidats à l'appel à projet, il conviendra de se référer au document « guide du porteur de projet » chapitre 3.

ARTICLE 8 : LIEU D'EXECUTION DE L'ACTION

L'organisme doit justifier que ses locaux répondent aux normes légales en vigueur (Hygiène et Sécurité des Conditions de Travail) en matière d'accueil du public. Les locaux devront être desservis par les transports en commun et en tout état de cause, ils devront être accessibles aux bénéficiaires.

ARTICLE 9 : CONTENU DE LA PROPOSITION

Les candidats formaliseront leur proposition dans le dossier de candidature, en remplissant la partie 2 de ce dossier. Ils devront impérativement en respecter sa trame.

Les offres présentées devront notamment mettre en avant :

- L'innovation pédagogique et méthodologique, ainsi que la capacité de l'organisme à proposer aux bénéficiaires du RSA des actions individuelles et collectives, de nature à les conduire vers une autonomie socio-économique. Cet aspect constituera un élément essentiel d'appréciation de la réponse ;
- Une mise en valeur argumentée ainsi que les résultats de leurs expériences précédentes en matière d'insertion ;
- Des précisions sur les modalités de partenariat qui seront mises en œuvre avec les autres acteurs de l'insertion, notamment ceux relevant du droit commun ;
- Une note méthodologique précisant la démarche, le contenu pédagogique, les moyens et outils qu'ils entendent mettre en œuvre pour répondre à la demande du Département. Il sera précisé comment cette action s'inscrit en dynamique avec d'autres actions menées par l'organisme en direction d'autres financeurs et/ou d'autres publics ;
- Des propositions complémentaires permettant la prise en compte des spécificités locales (aspect rural ou urbain) et caractéristiques particulières des bénéficiaires (cadres, jeunes diplômés, mobilité, garde d'enfants,...) en lien avec leur environnement social et économique ;
- Des indications sur les modalités d'accès et d'accueil du public (train, RER, bus, horaires d'ouverture...).

ARTICLE 10 : FIN DE L'ACCOMPAGNEMENT DU PUBLIC PAR L'ORGANISME

Toute sortie de l'action fait l'objet de la rédaction d'une fiche individuelle récapitulant les éléments du parcours du bénéficiaire transmis au service ou à la structure ayant procédé à l'orientation et à la Mission Insertion dont relève le bénéficiaire.

Les différents motifs de fin d'accompagnement par l'organisme sont :

- Orientation sur une autre action sur la base d'un projet ;
- Accès à un emploi aidé ou de droit commun sur lequel l'accompagnement en emploi est assuré par ailleurs ;
- Abandon de l'action par le bénéficiaire ;
- Arrêt de l'action pour des motifs exceptionnels qui seront à préciser de façon motivée.

La fin de l'intervention de l'organisme fait l'objet d'une information par écrit au service ou à la structure ayant procédé à l'orientation et à la Mission Insertion compétente dans un délai de 15 jours.

ARTICLE 11 : MOYENS HUMAINS ET MATERIELS MIS EN ŒUVRE DANS LE CADRE DE L'ACTION

11.1 Moyens humains

L'organisme chargé de l'action s'engage à faire intervenir un personnel qualifié pour la mise en œuvre de l'action avec le détail de la qualification des intervenants (diplômes, C.V., etc...).

En plus des moyens humains décrits dans le dossier de candidature, un responsable pédagogique et administratif est nominativement désigné. Ce dernier est garant de la coordination technique de l'action entre tous les intervenants, de la validation des outils pédagogiques utilisés et du respect du présent Cahier des charges. Il est l'interlocuteur du Conseil départemental.

L'organisme s'engage à signaler tout changement de personnel, absence prolongée des intervenants et les modalités nécessaires à la poursuite de l'action mises en place pour y répondre.

11.2 Moyens matériels

L'organisme s'engage à organiser l'action dans des conditions matérielles adaptées et à utiliser les supports fournis par le Département dans le cadre des rapports d'évaluation pédagogique et financière. Tout changement des conditions matérielles de déroulement de l'action doit être signalé aux services du Département.

ARTICLE 12 : MODALITES DE CONTROLE DE SERVICE FAIT

Le contrôle de service fait permet aux services du Conseil départemental de s'assurer de la réalisation quantitative et qualitative de l'action ainsi que de son équilibre financier.

L'organisme doit, à ce titre, impérativement renseigner les documents et les trois outils prévus à cet effet par le Conseil départemental :

1. l'outil informatique « Evaluation des Parcours d'Insertion » (EPI) mis à disposition par le Conseil départemental permet de renseigner les critères d'activité et de résultats suivants :

- Indicateurs d'activité :
 - nombre de personnes intégrées dans l'action sur le nombre de personnes orientées ;
 - nombre de synthèses produites sur le nombre de personnes intégrées dans l'action ;

- nombre de personnes participant aux actions de mobilisation individuelle ou collective sur le nombre de personnes intégrées dans l'action.
- Indicateurs de résultats :
 - nombre de personnes sorties avec projet sur le nombre de personnes suivies ;
 - nombre de personnes sorties avec un projet social, familial ou professionnel sur le nombre total de sorties.
 - Nombre ayant accédé à un emploi (aidé ou de droit commun) sur le nombre de personnes accompagnées avec un projet formalisé et transmis

Ces indicateurs pourront être complétés, le cas échéant, par tout autre indicateur jugé utile pour le Département et le porteur de projet.

2. la transmission des feuilles d'émargement

Afin d'assurer la comptabilisation du nombre de mesures d'accompagnement mensuellement mises en œuvre, l'organisme conventionné dans le cadre du présent cahier des charges s'engage à transmettre à la fin de chaque mois les feuilles d'émargement attestant de la présence effective des bénéficiaires du RSA dans l'action, à la Mission Insertion compétente.

Les feuilles d'émargement transmises doivent être en cohérence avec les informations saisies dans l'outil d'évaluation de la politique d'insertion (EPI) déployé dans chacun des organismes conventionnés. Le non respect de ses obligations se traduira par le non paiement des mesures qui n'ont pas été comptabilisées.

3. les rapports intermédiaires et finaux d'évaluation pédagogique (descriptif des conditions de réalisation de l'action, l'analyse des écarts entre les objectifs fixés initialement et les résultats obtenus, les adaptations et ajustements nécessaires pour atteindre les objectifs fixés..)

4. les annexes techniques et financières

Les services de contrôle du Conseil départemental du Val d'Oise exercent, en tant que de besoin, le contrôle sur pièces et sur place de la bonne exécution de la convention.

Des rencontres et/ou des visites sur place, entre l'organisme conventionné et la Mission Insertion territorialement compétente pour apprécier et suivre l'exécution de l'action, seront organisées durant le déroulement de l'action.

Ces rencontres doivent également permettre de vérifier l'adéquation entre le projet initial et la mise en œuvre effective de l'action.

ARTICLE 13 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

En contrepartie des services rendus, le Département s'engage à attribuer à l'organisme conventionné une participation financière qui sera créditée sur ses comptes conformément aux procédures budgétaires et comptables en vigueur. Les versements du Conseil départemental sont réalisés selon les modalités suivantes:

Pour une participation financière supérieure à 15 524 € le versement s'effectuera en trois tranches :

- 50 % du montant total, sous réserve du démarrage effectif et constaté de l'action. Ce premier versement intervient sur présentation d'une attestation de démarrage de l'action.

- 30 % maximum sur la base d'un bilan intermédiaire.
- le solde d'un montant total de 20 % maximum, en fin de conventionnement sur présentation d'un bilan quantitatif et qualitatif accompagné du budget final réalisé et signé par le responsable de la personne morale ou son délégué.

Pour une participation financière inférieure à 15 524 €, le versement s'effectuera en deux tranches :

- 70 % du montant total, sous réserve du démarrage effectif et constaté de l'action. Ce premier versement intervient sur présentation d'une attestation de démarrage de l'action.
- le solde d'un montant total de 30 % maximum, en fin de conventionnement sur présentation d'un bilan quantitatif et qualitatif accompagné du budget final réalisé et signé par le responsable de la personne morale ou son délégué.

L'ensemble de ces paiements est conditionné par le strict respect des exigences liées au contrôle de service fait mentionné dans la convention liant le Conseil départemental à chacun des organismes conventionnés dans le cadre de cet appel à projets RSA.

A noter enfin que les versements de la deuxième tranche et du solde seront ajustés si nécessaire en fonction du nombre de mesures effectivement réalisées et comptabilisées par les services du Conseil départemental sur la foi des feuilles d'émargement et des contrôles de service fait effectués.